

Voilà donc la mesure dont la Chambre était saisie. Je veux, par mes observations, souligner ici l'importance que le gouvernement attachait à ce bill. Loin d'être une mesure d'importance mineure, elle a été traitée par les honorables vis-à-vis comme une mesure de la plus haute importance. Je dirais qu'elle a été traitée de la sorte par les partis de l'opposition, et sûrement par le nôtre.

• (11.50 a.m.)

Nous reprochons surtout au gouvernement sa mauvaise gestion économique et fiscale, son incurie devant l'affaiblissement de notre position concurrentielle dans le domaine de l'exportation, le ralentissement récent de notre expansion économique et surtout la montée du chômage. Nous avons souligné que cette mauvaise gestion a fait perdre au gouvernement la confiance du pays et que cette perte est d'une importance énorme, étant donné nos difficultés croissantes. Elle est même un facteur déterminant de celles-ci. Nous insistons là-dessus depuis un certain temps et nous avons pu donner à notre opinion, lundi soir, une expression très concrète. (*Applaudissements*)

Monsieur l'Orateur, nous soutenons depuis plusieurs mois que les taxes que le gouvernement s'est efforcé d'imposer aux citoyens sont pour les Canadiens un prix très élevé à payer pour le manque général de confiance dans le gouvernement actuel. Nous avons soutenu que ce bill ne conjurerait pas l'inflation, qu'il ajouterait au chômage, qu'il ralentirait encore notre taux de croissance et qu'il en résulterait par conséquent un accroissement du chômage. Depuis le débat de décembre, les événements ont sûrement confirmé mes vues.

Le caractère répréhensible du bill dont on nous a saisis en décembre dernier est devenu de plus en plus évident aux membres des partis de l'opposition. Ce bill était donc considéré par le gouvernement comme une partie très importante et fondamentale de son programme et, aux yeux de l'opposition officielle, il s'agissait d'une partie essentielle de la mauvaise gestion fiscale et économique du gouvernement.

Que le gouvernement essaie de saisir la Chambre de n'importe quelle mesure, comme il a tenté de le faire lundi soir à la suite de deux mises aux voix, c'est se moquer des votes pris aux communes. (*Applaudissements*)

[L'hon. M. Stanfield.]

Le gouvernement a décidé d'essayer de ne tenir aucun compte de ce vote. Il demande maintenant à la Chambre d'y passer outre. Il tourne la Chambre des communes en dérision. Tout cela intéresse notre constitution. Cela va au cœur même de notre démocratie constitutionnelle, du gouvernement responsable, ou encore du gouvernement responsable envers le Parlement.

Lundi soir dernier, les membres de cette Chambre se sont prononcés sur une affaire très importante. Le gouvernement a été défait sur une question qui, sans aucun doute, mettait en cause la confiance envers le gouvernement. On ne saurait se moquer de la constitution et de la pratique constitutionnelle. Suivant notre constitution, la défaite du gouvernement sur une mesure d'une telle importance doit être acceptée par le gouvernement comme un indice de la perte de confiance de la Chambre. Cela fait partie de notre constitution. (*Applaudissements*)

Cela fait partie de notre constitution et on ne peut en faire fi. Je répète que ni le premier ministre ni personne n'a cité de cas où le gouvernement n'aurait pas tenu compte d'une mise en minorité à propos d'une question aussi importante et où cette défaite n'aurait pas été interprétée comme un vote de défiance. Le gouvernement a été mis en minorité lundi soir par l'opposition unanime de la Chambre, c'est-à-dire que tous les membres de l'opposition ont voté contre la mesure. C'est cela qui l'a mis en minorité et aussi, j'imagine, certaines bévues des honorables vis-à-vis.

J'avoue bien sincèrement que nous sommes habitués aux bévues du gouvernement actuel. Cependant, certaines observations du premier ministre sont d'un autre ordre. Je ne prends aucun plaisir à attaquer ou à critiquer qui que ce soit, surtout un homme qui a connu une carrière publique longue et distinguée; mais je ne saurais attribuer à la seule tension certains propos de mon très honorable ami à l'extérieur de la Chambre. Il a passé son temps à accuser l'opposition de tout ce qui pouvait lui passer par la tête. Il l'a dépeinte, surtout l'opposition conservatrice, comme irresponsable, suivant une ligne de conduite qui, d'après lui, mettrait en péril l'avenir du pays, et profitant des problèmes de leadership des libéraux. Mon très honorable ami semble